

N° DP 23/1002

DECISION DU PRESIDENT

MISSION DE REPRESENTATION JURIDIQUE DANS LE CADRE D'UNE ACTION EN REFERE ENGAGEE CONTRE LA PROCEDURE D'ATTRIBUTION DE LA CONCESSION PLAISANCE DU PORT DE TOULON

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des Marchés Publics et en particulier son article R2122-8,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la fiche de traçabilité n° 28MSJ023,

VU la proposition financière et la convention d'honoraires, ci-jointe,

CONSIDERANT la requête en référé initiée par le concessionnaire sortant la CCIV à l'encontre de la procédure d'attribution du nouveau contrat de concession plaisance du port de Toulon en date du 2 Octobre 2023,

CONSIDERANT qu'il convient par la présente décision de désigner le cabinet d'avocats ERNST & YOUNG dans l'affaire susvisée, afin de représenter la Métropole devant le tribunal administratif de Toulon dans le cadre de cette procédure et toute procédure afférente (appel.),

D E C I D E

ARTICLE 1

DE DESIGNER le cabinet d'avocats ERNST & YOUNG dans le cadre de l'affaire susvisée dans la procédure de référé et toute procédure afférente (appel ...) si besoin.

ARTICLE 2

DE SIGNER le contrat de prestation, ci-joint.

ARTICLE 3

DE FIXER et **DE REGLER** les honoraires à venir dus au cabinet d'avocats ERNST & YOUNG dans l'instance susvisée, ainsi que tous autres éventuels honoraires ou frais à venir dans l'affaire susvisée.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 30 PORTS 2023, –
CHAP 011 – NATURE 6226.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **24 OCT. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





Bon pour accord sur le Contrat Ernst & Young Société d'Avocats en date du octobre 2023 :

Pour la METROPOLE TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE

dûment mandaté pour engager le client

Cachet de la société

PJ :

- ▶ Un exemplaire du présent courrier et de ses annexes pour votre signature et envoi à Ernst & Young Société d'Avocats, à l'attention de Reynald Briec.
- ▶ Annexe A : Descriptif des Services
- ▶ Annexe B : Conditions Générales d'Exécution des Services

Annexe A :

Descriptif des Services

La présente Annexe Descriptif des Services vient préciser ou amender les Conditions Générales d'Exécution des Services jointes.

Excepté s'il en est disposé différemment dans la présente Annexe, celle-ci fait partie intégrante du Contrat. Il est entendu que les termes et conditions spécifiques mentionnés dans cette Annexe ne concernent que les Services décrits dans cette dernière et ne peuvent s'appliquer à une autre mission.

Les termes en majuscules ne faisant pas l'objet d'une définition dans ce Descriptif des Services seront interprétés conformément aux Conditions Générales d'Exécution des Services.

1. Description des Services

Vous voudrez bien trouver ci-dessous le détail des travaux (les « Services ») que nous vous proposons de réaliser :

Vous souhaitez être assisté et représenté en justice dans le cadre d'un référé précontractuel déposé auprès du Tribunal Administratif de Toulon. La CCI du Var et NGE Concessions souhaitent faire annuler la procédure de publicité et de mise en concurrence relative au contrat de concession de services publics pour l'exploitation et le réaménagement des ports de plaisance de la rade de Toulon et de Saint-Elme.

Au titre de notre mission, nous serons amenés à réaliser notamment les prestations suivantes :

- La rédaction d'un mémoire en défense devant le Tribunal Administratif de Toulon, ainsi que l'ensemble des mémoires en réplique qui seraient nécessaires.
- L'audience au Tribunal Administratif de Toulon.

Par ailleurs, vous pourriez être amenés à nous solliciter pour des services venant compléter ceux décrits ci-dessus ou nous demander de vous assister sur d'autres questions juridiques. Dans la plupart des cas, nous nous proposerions de formaliser un nouveau contrat pour toute mission complémentaire aux services décrits ci-dessus et qui serait d'une certaine importance. En tout état de cause, le présent Contrat régira nos travaux juridiques dès lors qu'un nouveau contrat ne sera pas formalisé.

2. Contacts

L'interlocuteur du Client à contacter sur cette mission sera Monsieur Claude WEISSE, Directeur Général Adjoint Finances et Moyens.

Le projet sera placé sous la responsabilité de Reynald BRIEC Associé. Outre cet Associé, l'équipe pressentie sera composée de toute personne jugée utile au bon déroulé de la mission.

Nous nous réservons le droit de changer la composition de l'équipe à tout moment, étant entendu qu'un tel changement ne constitue pas un avenant au Contrat et n'affecte pas sa validité.

3. Gouvernance – Suivi de la mission

Nous vous informerons périodiquement de l'avancement de nos travaux. Nous échangerons périodiquement et à la fin de la réalisation de nos Services.

Nos échanges auront pour objet de nous informer mutuellement de tout événement significatif susceptible d'avoir un impact sur l'exécution du Contrat, de déterminer ensemble, le cas échéant, la solution appropriée à toute difficulté rencontrée, et de vous permettre de prendre les décisions nécessaires.

Par ailleurs, sous réserve des stipulations de l'article « Durée », s'il s'avérait nécessaire de modifier les termes du Contrat pour quelque motif que ce soit, nous nous engageons réciproquement à nous rencontrer dans les meilleurs délais pour convenir des termes de l'avenant qui devra être conclu entre nous.

4. Autres dispositions

4.1 Environnement juridique

Le périmètre de nos Services est limité aux seules questions juridiques pour lesquelles vous nous avez demandé de vous délivrer un conseil.

Nos Services seront réalisés dans le cadre d'une obligation de moyens, au vu de l'état du droit en vigueur au jour où nous rendrons nos Services.

Le cas échéant, il est important que vous nous demandiez de revoir nos travaux et conclusions si le projet, objet du présent Contrat, devait être différé ou renouvelé, ou si un projet apparemment similaire devait être réalisé. En effet, en cas de modification du contexte, nos conclusions et travaux pourraient être amenés à varier.

Dans nos conclusions et travaux, nous pouvons être amenés à mentionner des zones de risques qui pourraient être relevées par les autorités administratives compétentes et les moyens par lesquels de tels risques pourraient être réduits. Il est évidemment impossible de garantir que ces autorités administratives ne contesteront pas l'opération ou de garantir le résultat de la contestation soulevée.

Si vous deviez avoir des contacts avec ces administrations sur des opérations sur lesquelles nous vous conseillons, nous vous recommandons de nous contacter.

4.2 Droits de propriété intellectuelle

Si, durant l'exécution du Contrat, vous mettiez à notre disposition des outils et/ou documents (par exemple progiciels, applications, bases de données, rapports de tiers) couverts par des droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers, vous nous concéderiez un droit non exclusif d'utilisation et d'exploitation desdits droits et ce afin de nous permettre d'exécuter les Services et nos obligations légales et/ou professionnelles (archivage, ...).

A ce titre, vous nous garantisiez la jouissance paisible sur ces outils et/ou documents. A défaut, vous ferez votre affaire personnelle et supporterez seul toutes les conséquences de toutes éventuelles revendications de tiers, nous garantissant ainsi contre tout recours.

4.3 Références

Par dérogation à l'article 42 des Conditions Générales d'Exécution des Services, vous nous autorisez, à l'issue de la réalisation des Services, dans le cadre de procédures d'appel d'offre public

ou privé et d'attribution de marchés publics, à citer, à titre de référence, votre nom et/ou votre dénomination.

Cette citation de votre nom pourra être accompagnée de votre logo.

4.4 Notre personnel

Si nous devons réaliser des Services dans vos locaux, nous nous engageons à respecter les conditions d'hygiène et de sécurité dont vous nous communiquerez la teneur avant le début de nos Services. Cet engagement suppose que nos collaborateurs et personnels bénéficient de la même protection que vos personnels. Vous assumerez les coûts additionnels consécutifs à la mise en œuvre desdites conditions.

En vertu de l'autorité hiérarchique et disciplinaire que nous exerçons sur notre personnel salarié non avocat, celui-ci restera placé sous notre contrôle effectif durant la complète exécution des Services.

S'agissant de nos collaborateurs avocats, ils réaliseront leurs missions en dehors de tout lien de subordination.

L'indisponibilité de nos collaborateurs ne pourra en aucun cas constituer un motif de résiliation, quelle qu'en soit la raison (notamment maladie, démission). A cet égard, nous nous engageons à remplacer le ou les collaborateur(s) concerné(s) dans les meilleurs délais.

4.5 Durée

Le Contrat entrera en vigueur à la date des présentes et se terminera le 30 juin 2024. Il pourra être prorogé par voie d'avenant signé par toutes les Parties ou par tout échange écrit (en ce compris notamment les emails) entre les Parties.

4.6 Résolution des litiges

En application des règles professionnelles applicables aux avocats, le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats sera saisi de tous litiges relevant de sa compétence.

4.7 Secret professionnel

En notre qualité d'avocats, nous sommes tenus au secret professionnel et ce, en application des dispositions de l'article 2 du Règlement intérieur national.

Cependant, dans le cadre de la réalisation de nos Services nous pouvons être amenés, dans certaines circonstances, à échanger avec des Entités EY ou avec des tiers choisis pour la qualité de leurs services, certaines informations couvertes par le secret professionnel.

A cet égard, le Client reconnaît que :

- ▶ Le personnel d'EY, même non avocat, est tenu de se conformer aux règles et aux usages de la profession d'avocats, qu'il doit observer la discrétion la plus absolue quant aux informations dont il peut avoir connaissance en raison de ses fonctions ou de sa simple présence au cabinet, et qu'il est tenu au secret professionnel ;
- ▶ EY peut être amené à échanger des informations couvertes par le secret professionnel, avec des professionnels n'ayant pas tous la qualité d'avocat, Entités EY ou tiers, sans pour autant porter atteinte à ses obligations au regard du secret professionnel dès lors que lesdites informations sont communiquées ou recueillies dans le cadre d'une mission pluridisciplinaire impliquant différents professionnels et qu'elles sont nécessaires à l'exécution des Services ;

- EY peut être amené à externaliser et sous-traiter certaines prestations courantes, (telles que par exemple : secrétariat, reprographie, typing, standard téléphonique, facturation, comptabilité, archivage, services informatiques...) EY s'assurant contractuellement que le plus strict respect du secret professionnel soit garanti par le prestataire choisi.

4.8 Benchmarking

Nous pourrions être amenés, de même que les Entités EY et nos prestataires de services respectifs, à Traiter les Informations du Client obtenues dans le cadre de la délivrance des Services à des fins de benchmarking, sous réserve que, dans ce cadre, vous et toute personne physique ou morale qui vous est liée ne puissiez être identifiés et que nous ne fassions aucune référence à vous.

En toute hypothèse, nous agissons en conformité avec les lois applicables et nos obligations professionnelles et contractuelles.

4.9 Déclaration de dispositifs fiscaux

Comme vous le savez, l'Union européenne a modifié la Directive du Conseil 2011/16/EU sur la coopération administrative en matière de fiscalité en 2018 et introduit un régime de déclaration obligatoire pour certains dispositifs transfrontières. Cette directive a été transposée par l'ordonnance n°2019-1068 du 21 octobre 2019 relative à l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration.

Pour rappel, à compter du 1^{er} janvier 2021, la déclaration doit être effectuée dans les 30 jours à compter de l'événement qui déclenche le processus déclaratif. Il convient de noter qu'au-delà du dispositif déclaratif européen, d'autres pays/territoires introduisent ou ont introduit des règles de déclaration obligatoire fondées sur les recommandations du rapport BEPS Action 12 de l'OCDE. Nous serons ravis de vous assister plus en détail sur ces régimes si vous le souhaitez.

En notre qualité d'avocats français soumis au secret professionnel, nous ne pourrions procéder à la déclaration du dispositif qu'avec votre accord. À défaut d'accord de votre part, nous notifierons à tout autre intermédiaire (intermédiaire EY et intermédiaire tiers), l'obligation déclarative qui lui incombe.

Un autre bureau EY ou prestataire externe auquel nous avons sous-traité une partie des Services pourra ainsi être tenu de faire cette déclaration. Il déterminera de manière indépendante, et le cas échéant selon les règles nationales qui lui sont propres et qui s'imposent à lui, s'il doit déclarer aux autorités fiscales les dispositifs transfrontières réalisés dans le cadre des Services.

En l'absence d'autre intermédiaire, nous vous notifierons l'obligation déclarative qui vous incombe, avec le cas échéant, les informations nécessaires au respect de votre obligation déclarative.

Ces notifications seront effectuées par tout moyen leur permettant de leur conférer date certaine.

Lorsque ce sera possible, nous nous efforcerons de partager avec vous en amont du dépôt des déclarations le contenu des déclarations que nous ou nos sous-traitants devront souscrire à raison des Services.

Dès lors que nous ou nos sous-traitants serions amenés à procéder à une ou plusieurs déclarations, un montant de 5 000 euros hors taxes et hors débours par déclaration souscrite auprès d'autorités

fiscales françaises ou étrangères sera pris en compte en complément des honoraires mentionnés au paragraphe Honoraires du présent contrat.

Dès lors que nous ou nos sous-traitants serions amenés à vous transmettre les informations nécessaires au respect de votre obligation déclarative, nous préparerions un *reporting package* synthétisant ces informations, et un montant de 3 000 euros hors taxes et hors débours par *reporting package* sera pris en compte en complément des honoraires mentionnés au paragraphe Honoraires du présent contrat.

5. Honoraires, frais et modalités de facturation

5.1 Honoraires

Les dispositions générales applicables en matière d'honoraires et de frais sont précisées dans les Conditions Générales d'Exécution des Services.

Nos honoraires et frais sont exprimés et payables en euros. En complément des dispositions contenues dans les Conditions Générales d'Exécution des Services en matière d'honoraires et frais, il convient d'apporter les précisions complémentaires suivantes :

Nos honoraires s'élèveront à 6.000 € pour la réalisation de l'ensemble des Services décrits ci-dessus.

Nous attirons votre attention sur le fait que ce forfait proposé concerne exclusivement les Services décrits ci-dessus. Si au cours de l'exécution du Contrat nous devons réaliser des travaux complémentaires, soit à votre demande, soit en raison de la complexité du projet que vous envisagez, nous vous communiquerons dans les meilleurs délais un descriptif des travaux envisagés et les honoraires correspondants, ou le cas échéant, nous discuterions avec vous de l'opportunité de signer un nouveau Contrat pour couvrir ces travaux.

D'une manière générale, si, en application des stipulations du 3^{ème} alinéa de l'article « Environnement juridique » ci-dessus, vous nous demandiez de revoir les travaux réalisés au titre de nos Services ou les conclusions rendues à cette occasion, soit parce que l'opération envisagée au titre des Services a été différée ou renouvelée, soit parce que vous envisagez de réaliser une opération apparemment similaire, alors, cette prestation constituera une mission complémentaire et donnera lieu à un honoraire complémentaire.

5.2 Frais et débours

Les frais et débours vous seront par ailleurs facturés en sus du montant d'honoraires visé ci-dessus.

5.3 Modalités de facturation et de paiement

Nos factures correspondant aux Services réalisés et aux frais engagés seront émises au fur et à mesure de l'élaboration de nos travaux. Le paiement est exigible sous trente (30) jours à date d'émission de la facture.

Sauf demande expresse contraire, les factures seront envoyées par voie électronique sous format PDF à l'adresse que vous nous aurez communiquée. Pour toutes questions liées à la dématérialisation des factures, veuillez utiliser la boîte mail suivante : e.invoices.contact@fr.ey.com.

Le règlement des factures sera effectué, de préférence, par virement.

Emission d'un bon de commande

Dès lors que vous exigez, au titre de mention obligatoire devant figurer sur nos factures, un numéro de bon commande (purchase order), il vous appartient de nous adresser ledit numéro dans un délai maximum de 15 jours calendaires à compter de la signature du Contrat à l'adresse mail suivante : eypomailbox@ey-avocats.com. A défaut, vous ne pourrez nous refuser le paiement desdites factures au motif qu'elles ne comportent pas ledit numéro.

6. Dérogations aux Conditions Générales d'Exécution des Services

Néant

Annexe B :

Conditions Générales d'Exécution des Services

Structure

1. Les présentes Conditions Générales d'Exécution des Services, la Lettre d'Accompagnement, tout Descriptif des Services applicable et les annexes (ensemble ci-après le « Contrat »), forment la structure contractuelle qui régit la fourniture des Services par EY au Client.
2. Pour les besoins du présent Contrat, « partie » désigne EY ou le Client.
3. En cas d'incohérence entre des dispositions de différentes parties du Contrat, ces parties prévaudront dans l'ordre suivant (sauf accord exprès différent) : (a) la Lettre d'Accompagnement, (b) le Descriptif des Services applicable et ses annexes, (c) les présentes Conditions Générales d'Exécution des Services, et (d) toutes autres annexes au Contrat.

Définitions

4. Les termes commençant par une majuscule qui ne sont pas définis ont la même signification que dans la Lettre d'Accompagnement ou dans le Descriptif des Services applicable. Les termes suivants sont définis comme suit :
 - (a) « Conseils Fiscaux » désigne les sujets fiscaux, y inclus des conseils fiscaux, des consultations, des déclarations fiscales ou tous autres traitements fiscaux ou structurations fiscales d'une quelconque opération objet des Services.
 - (b) « Données Personnelles » désigne les Informations du Client qui peuvent être liées à des personnes physiques déterminées.
 - (c) « Entité du Client » désigne toute personne physique ou morale qui contrôle, ou est contrôlée, conjointement ou non, par le Client, et le terme « contrôler » a la signification donnée à l'article L. 233-3 du Code de commerce.
 - (d) « Entité EY » désigne un membre du réseau EY ou toute entité opérant dans le cadre d'un accord de marque commune avec un membre du réseau EY, le terme « entité opérant dans le cadre d'un accord de marque commune » faisant référence à toute entité qui opère à titre permanent et pour l'ensemble de ses activités dans le cadre d'un accord de marque commune avec EY. Il est entendu que le terme « entité opérant dans le cadre d'un accord de marque commune » n'inclut pas les partenaires commerciaux, les co-contractants, les partenaires d'alliance ou d'autres partenaires d'EY qui utilisent un accord de marque commune avec EY pour certaines de leurs activités ou de leurs missions clients.
 - (e) « Fonctions Support Interne » désigne les fonctions support interne utilisées par EY, en ce compris, sans que cela soit limitatif : (a) le support administratif, (b) le support comptable et financier, (c) les fonctions de coordination du réseau, (d) l'informatique et les systèmes d'information, en ce compris les applications professionnelles, la gestion des systèmes, la sécurité, le stockage et la restauration des données, et (e) la vérification des conflits d'intérêts, la gestion des risques et les revues qualité.
 - (f) « Information du Client » désigne toute information obtenue par EY auprès du Client ou d'un tiers au nom du Client.
 - (g) « Livrables » désigne tout Rapport, avis, communication, information, technologie ou autre contenu qu'EY fournit dans le cadre du présent Contrat.

- (h) « Personnes EY » désigne les sous-traitants, membres, actionnaires, administrateurs, dirigeants, associés, directeurs ou employés d'EY ou de toute autre Entité EY.
- (i) « Prestataires de Support » désigne les prestataires de services externes d'EY et des autres Entités EY, ainsi que leurs sous-traitants respectifs.
- (j) « Rapport » désigne un Livrable (ou toute partie d'un Livrable) rédigé par EY et sur papier à en-tête EY ou sous la marque EY ou identifiable par tout moyen comme établi par EY ou en collaboration avec EY, toute autre Entité EY ou Personne EY.

Réalisation des Services

5. EY réalisera les Services dans le cadre d'une obligation générale de moyens, dans le respect des standards professionnels applicables.
6. EY pourra sous-traiter une partie des Services à une ou plusieurs Entités EY. Avec l'accord du Client, EY pourra également sous-traiter une partie des Services à d'autres prestataires de services. Ces Entités EY et ces prestataires externes pourront être en contact direct avec le Client. EY sera seul responsable à l'égard du Client au titre de l'exécution des Services.
7. EY agira de manière indépendante et non en qualité d'employé, de mandataire ou d'associé du Client. Le Client sera seul responsable au titre des décisions de gestion relatives aux Services et de l'appréciation de l'adéquation des Services à ses besoins. Il appartiendra au Client d'affecter un personnel qualifié afin de superviser les Services ainsi que l'utilisation et la mise en œuvre des Services et des Livrables.
8. Le Client accepte de fournir sans délai à EY (ou de s'assurer que des tiers fournissent à EY) les Informations du Client, les ressources et l'assistance (y compris l'accès aux documents, systèmes, locaux et interlocuteurs) dont EY aura légitimement besoin pour être en mesure d'exécuter les Services.
9. Les Informations du Client seront exactes et complètes dans tous leurs aspects essentiels. EY se fondera sur les Informations du Client et, sauf accord contraire exprès et écrit d'EY, ne sera pas tenu de vérifier les Informations du Client. Les Informations du Client (y compris les Données Personnelles), ressources et assistance seront fournies à EY en conformité avec la loi applicable et ne porteront atteinte à aucun droit de propriété intellectuelle ou autres droits de tiers.

Livrables

10. Les Livrables sont destinés à l'usage du Client dans les conditions prévues par le Descriptif des Services en application duquel les Services sont réalisés.
11. Le Client ne pourra se fonder sur aucun projet de Livrables. EY ne sera pas tenu de mettre à jour un Livrable final en cas de circonstances dont EY aurait connaissance postérieurement à sa remise ou d'événements postérieurs.
12. Sauf stipulation contraire dans le Descriptif des Services concerné, le Client ne pourra pas divulguer un Rapport (ou une partie ou un résumé d'un Rapport), mentionner EY, ni faire référence à une quelconque autre Entité EY ou Personne EY au titre des Services, à l'exception des cas de communication suivants, sous la responsabilité du Client :
 - (a) aux Entités du Client (sous réserve qu'elles soient soumises aux restrictions de divulgation prévues à l'article 12) ayant

besoin d'en connaître, et à des fins d'information uniquement ;

- (b) aux avocats du Client (sous réserve qu'ils soient soumis aux restrictions de divulgation prévues à l'article 12), qui pourront le consulter uniquement dans le cadre de leurs conseils relatifs aux Services ;
- (c) aux commissaires aux comptes du Client, qui pourront le consulter uniquement dans le cadre de leur audit ;
- (d) dans la mesure où cette communication serait requise par la loi applicable et répondrait aux objectifs poursuivis par ladite loi (ce dont le Client informera EY immédiatement dans la mesure où le Client est autorisé à le faire par la loi) ;
- (e) à d'autres personnes (sous réserve de l'accord préalable écrit d'EY), celles-ci ne pouvant utiliser le Rapport que conformément à ce que EY aura expressément consenti ;
- (f) dans la mesure où un Rapport contiendrait des Conseils Fiscaux.

Si le Client divulgue un Rapport (ou une partie de celui-ci), le Client devra le faire dans le format que EY lui aura remis, sans altération, modification, ou suppression. Le Client devra informer ceux à qui le Client divulgue le Rapport (à l'exception de la divulgation de Conseils Fiscaux aux autorités fiscales) qu'ils ne peuvent se fonder dessus pour quelque raison que ce soit sans le consentement préalable écrit d'EY. Sous réserve de ce qui précède, le présent article 12 n'interdit pas au Client d'utiliser les Livrables qui ne sont pas des Rapports dans leurs communications avec les tiers, sous réserve : (i) qu'il n'y ait aucune référence à, ou communication sur, la participation d'EY ou de toute autre Entité EY dans la réalisation de ces Livrables, et (ii) que le Client assume seul la responsabilité de cette utilisation et de cette communication.

Responsabilité

13. Dans le cadre de leurs accords, les parties sont convenues que les sous-sections de la présente section (qui s'appliquent également à tout autre bénéficiaire des Services réalisés dans le cadre du présent Contrat) sont indépendantes et divisibles les unes des autres. Si l'une des sous-sections (en tout ou en partie) de la présente section est jugée illicite, frappée de nullité ou inopposable, les autres stipulations de la section ou sous-section resteront en vigueur.

- (a) Exclusion de responsabilité : Aucune des parties ne sera responsable des dommages indirects au titre du Contrat ou en lien avec les Services, que l'éventualité de telles pertes ou dommages ait été envisagée ou non.
- (b) Limitation de responsabilité : Les dommages et intérêts que le Client (et tout autre bénéficiaire des Services) pourrait obtenir d'EY sur la base de réclamations relatives au Contrat, ne sauraient excéder en montant total cumulé la somme de :
 - (i) Cent mille euros (100 000 EUR), lorsque le montant des honoraires (hors frais) relatifs aux Services réalisés au titre du Contrat ou du Descriptif des Services applicable est inférieur ou égal à cinquante mille euros (50 000 EUR) ;
 - (ii) Au-delà de ce seuil de cinquante mille euros (50 000 EUR), deux fois le montant des honoraires (hors frais) relatifs à la portion des Services ayant directement provoqué le dommage, étant entendu que ces honoraires seront limités aux 12 derniers mois précédant le fait générateur du dommage.

Lorsque les honoraires d'EY sont facturés en mode régie, le plafond de responsabilité sera limité au montant des honoraires (hors frais) relatifs aux Services réalisés au cours des douze mois précédant le fait générateur du dommage.

Le plafond de responsabilité est un plafond cumulé pour toutes les réclamations relatives au Descriptif des Services applicable.

- (c) Si EY est responsable à l'égard du Client (ou à l'égard de tout autre bénéficiaire des Services) en application du Contrat ou du fait des Services, d'un dommage auquel d'autres personnes auraient contribué, la responsabilité d'EY à l'égard du Client sera conjointe et non solidaire. Elle sera limitée à la part contributive d'EY dans le dommage total, à proportion de celle des autres personnes.
 - (d) Le Client devra formuler toute réclamation ou intenter toute action relative aux Services ou dans le cadre du présent Contrat dans un délai de deux (2) ans à compter du jour où le Client a ou aurait dû avoir connaissance des faits ouvrant droit à sa réclamation ou à son action.
14. Les limitations prévues à la sous-section 13(b) ci-dessus ne seront pas applicables aux dommages consécutifs à un dol ou une faute lourde d'EY. De même, elles ne s'appliquent que dans les limites de la loi ou des réglementations professionnelles applicables.
15. Le Client (et tout autre bénéficiaire des Services) ne peut formuler aucune réclamation, ni intenter aucune action concernant les Services ou le Contrat à l'encontre d'une autre Entité EY ou des Personnes EY. Le Client doit formuler toute réclamation ou intenter toute action uniquement contre EY à l'exclusion de toute autre personne.

Les parties s'engagent à ce que tous les recours et/ou actions, tant amiables, judiciaires qu'arbitraux concernant (i) le Client ou une Entité du Client bénéficiaire des Services en application du Contrat et/ou (ii) EY ou une des Entités EY, seront conduits exclusivement dans le cadre du Contrat au titre d'une centralisation des recours entre EY (ou son successeur) et le Client (ou son successeur).

Le Client se porte fort de ce que les Entités du Client lui donneront tout pouvoir pour centraliser tous recours et/ou actions conduits dans le cadre du Contrat.

Le Client déclare que les Entités du Client et tous autres bénéficiaires des Services seront tenus au respect des termes du Contrat.

Ces dispositions survivront à la fin du Contrat, y compris en cas de résiliation/résolution.

Absence de responsabilité à l'égard des tiers

16. Sauf s'il en a été convenu différemment par écrit avec le Client, la responsabilité d'EY au titre de l'exécution des Services ne pourra être engagée qu'à l'égard du Client. En cas de communication ou toute autre divulgation d'un Livrable par le Client ou par son intermédiaire (ou à la demande du Client) à un tiers (y compris, sans que cela soit limitatif, les communications à des tiers autorisées aux termes de l'article 12), le Client accepte d'indemniser et de décharger EY, ainsi que toute autre Entité EY et les Personnes EY, de toute responsabilité au titre de toutes réclamations de tiers et mises en cause subséquentes, pertes, dommages, frais et débours (y compris les frais raisonnables de conseils externes et internes) nés de cette divulgation.

Propriété intellectuelle

17. Chacune des parties conserve les droits relatifs à sa propriété intellectuelle préexistante. Sauf stipulation contraire dans le Descriptif des Services applicable, tous les droits de propriété intellectuelle sur les éléments développés par EY ainsi que les droits relatifs aux documents de travail constitués dans le cadre des Services (à l'exclusion des Informations du Client qu'ils intègrent) appartiennent à EY devront rester la propriété d'EY.
18. Le Client peut utiliser les Livrables dans le cadre du Contrat à compter du paiement des Services.

Confidentialité, protection des données & sécurité

19. Sauf stipulation contraire du Contrat, aucune des parties ne peut divulguer à des tiers d'information (autre que les Conseils Fiscaux) fournie par l'autre partie ou en son nom, et qui devrait légitimement être considérée comme confidentielle (y compris, pour EY, les Informations du Client). Toutefois, chacune des parties peut divulguer de telles informations dans la mesure où elles :

- (a) sont ou deviennent publiques autrement qu'à la suite d'une inexécution du Contrat ;
- (b) sont ultérieurement reçues d'un tiers qui, à la connaissance du récipiendaire, n'est tenu, concernant ces informations, à aucune obligation de confidentialité envers celui qui les a divulguées ;
- (c) étaient déjà connues du récipiendaire au moment de la divulgation ou ont été créées par la suite de façon indépendante ;
- (d) sont divulguées dans la mesure nécessaire à l'exercice des droits du récipiendaire au titre du Contrat ; ou
- (e) doivent être divulguées en vertu de la loi, d'une procédure légale ou des réglementations professionnelles applicables.

20. EY fait appel à d'autres Entités EY, des Personnes EY et des Prestataires de Support qui pourront être amenés à accéder aux Informations du Client en lien avec l'exécution des Services, ainsi que pour les besoins de fourniture des Fonctions Support Interne. EY sera responsable de toute utilisation ou divulgation des Informations du Client par d'autres Entités EY, des Personnes EY ou des Prestataires de Support, au même titre que s'il avait lui-même réalisé de telles actions.

EY, les Entités EY, les Personnes EY et les Prestataires de Support peuvent être amenés à collecter, utiliser, stocker ou effectuer tout autre traitement (collectivement, « Traiter ») des Informations du Client, dans différents pays dans lesquels ils interviennent pour les finalités suivantes :

- la réalisation des Services ;
- se conformer aux contraintes légales et réglementaires qui leurs sont applicables, telles que la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ou leurs obligations en matière d'indépendance ;
- l'identification et l'analyse des éventuels conflits d'intérêts ;
- les revues qualité et la gestion des risques ; et
- la tenue de la comptabilité et pour les besoins de support administratif (tel que l'archivage externalisé) et informatique (tel que la gestion des réseaux, serveurs, boîtes e-mails, maintenance informatique)

(collectivement, les « Finalités de Traitement »).

21. Le Client accepte que les Informations du Client, y compris les Données Personnelles, soient Traitées par EY, d'autres Entités EY, des Personnes EY et leurs Prestataires de Support dans différents pays dans lesquels ils interviennent (la localisation des Entités EY figure sur www.ey.com). Les Informations du Client, y compris toutes les Données Personnelles, seront Traitées conformément à la loi et à la réglementation professionnelle applicables, en particulier (sans que cela soit exhaustif) la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (collectivement, la « Réglementation Données Personnelles »). Des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées seront mises en œuvre afin de protéger les Informations du Client. Le transfert des Données Personnelles au sein du réseau EY est soumis aux Règles d'Entreprises Contraignantes (« Binding Corporate Rules d'EY »), disponibles sous le lien suivant : www.ey.com/bcr. Des informations complémentaires sur le traitement des Données Personnelles par EY sont disponibles à l'adresse suivante : www.ey.com/privacy. EY

demande à tous les Prestataires de Support qui Traitent des Données Personnelles pour le compte d'EY d'adhérer à ces mêmes exigences.

22. Les Données Personnelles Traitées pour les Finalités de Traitement seront conservées (i) aussi longtemps que nécessaire pour la tenue des dossiers de travail d'EY constitués selon les règles professionnelles applicables au sein du réseau EY ou, (ii) à défaut, pour la durée de prescription légale applicable. Les droits des personnes concernées relatifs à leurs Données Personnelles (tels que le droit d'accès, de rectification, d'effacement, et, si applicable, le droit à la portabilité des données, d'opposition ou de limitation du traitement) peuvent être exercés à l'adresse suivante : dpo@fr.ey.com, étant entendu qu'une réclamation peut être introduite auprès d'une autorité de contrôle compétente dès lors que le Traitement de Données Personnelles opéré serait considéré comme violant la Réglementation Données Personnelles.

Le Client garantit qu'il est habilité à communiquer à EY les Données Personnelles liées à la réalisation des Services et que les Données Personnelles qui ont été fournies à EY ont été Traitées conformément aux Réglementations Données Personnelles.

23. En tant que société spécialisée dans la fourniture de services professionnels, EY est tenu d'exercer son propre jugement pour déterminer les finalités et les moyens utilisés pour traiter les Données Personnelles dans le cadre de l'exécution des Services. Par conséquent, et sauf stipulation contraire, EY agira en qualité de responsable de traitement et non en qualité de responsable de traitement conjoint avec le Client ou de sous-traitant agissant sur instructions de ce dernier. Lorsque, dans le cadre des Services, EY traitera les Données Personnelles en qualité de sous-traitant du Client, les parties inséreront dans le Descriptif des Services applicable des rédactions adaptées afin d'organiser les conditions de traitement des données.

24. Si le Client demande à EY d'accéder ou d'utiliser ses systèmes ou équipements ou ceux de tiers, EY n'assumera pas de responsabilité sur les dispositifs de contrôles de confidentialité, de sécurité ou de protection des données de ces systèmes ou équipements, ni quant à leur fonctionnement ou leur conformité aux besoins du Client ou au droit applicable.

25. Afin de faciliter l'exécution des Services, EY peut donner au personnel du Client ou à des tiers agissant au nom du Client ou à la demande du Client, accès à ou leur mettre à disposition des outils collaboratifs ou des plateformes informatiques. Le Client est responsable du respect par toutes ces personnes des conditions applicables à l'utilisation de ces outils et plateformes.

Compliance

26. Dans le cadre de l'exécution de leurs droits et obligations respectifs dans le cadre du présent Contrat, EY comme le Client se conformeront à toutes les lois et réglementations qui leur sont applicables, relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et financement du terrorisme, ainsi que la lutte contre la corruption, y inclus la loi française n° 2016-1691 (« loi Sapin 2 »).

EY met à la disposition du Client un dispositif d'alerte afin de signaler tout comportement non éthique par le biais de deux adresses électroniques dédiées :

- alerte.professionnelle@ey-avocats.com, lorsque les faits concernent Ernst & Young Société d'Avocats ou EY VENTURY Avocats ;
- alerte.professionnelle@fr.ey.com, lorsque les faits concernent d'autres Entités EY en France.

La Charte d'utilisation du dispositif d'alerte, disponible sur www.ey.com/fr/global-code-of-conduct, décrit le champ d'application du dispositif, la procédure de collecte et de traitement des informations, ainsi que les règles applicables à la protection des données personnelles, la sécurité et la confidentialité.

Frais et dépenses générales

27. Le Client réglera les honoraires et frais d'EY relatifs aux Services conformément à ce qui est stipulé dans le Descriptif des Services applicable. Le Client devra également rembourser EY de tous les autres frais raisonnablement engagés dans le cadre des Services. Les honoraires d'EY s'entendent hors taxes ou charges similaires, droits de douane, ainsi que tous autres droits ou tarifs imposés au titre des Services, lesquels sont à la charge du Client (à l'exception des impôts et taxes sur les revenus d'EY).

En conséquence, en sus des honoraires à payer, le Client s'engage à régler, tout impôt, taxe ou autre charge (« Taxes ») dû par le Client ou par EY en lien avec le Contrat ou en résultant, en ce compris, sans que cela soit limitatif, la taxe sur la valeur ajoutée, la taxe sur les produits et services, la retenue à la source, les droits de douane ou charges similaires. Si une déduction ou une retenue que le Client doit effectuer sur le montant à payer est requise par la loi au titre de ces Taxes, ledit montant (après application de cette déduction ou retenue) sera égal au montant que le Client aurait dû payer si aucune déduction ou retenue n'avait été appliquée.

Les parties coopéreront de bonne foi et prendront toutes les mesures nécessaires (y compris la transmission de toute déclaration, formulaire ou tout autre document légitimement demandé par une partie) pour traiter cette déduction ou retenue conformément aux dispositions de la convention fiscale applicable.

Sauf disposition contraire prévue par le Descriptif des Services, le paiement est exigible trente (30) jours après la réception de chaque facture émise par EY.

Conformément à la loi, en cas de retard de paiement, des intérêts de retard au taux de trois (3) fois celui de l'intérêt légal en vigueur seront dus de plein droit, outre une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) euros, sans préjudice de tous frais de recouvrement exposés en sus de ce montant.

28. EY pourra facturer des honoraires complémentaires si des événements indépendants de sa volonté (y compris les actes ou omissions du Client) ont une incidence sur la capacité d'EY à réaliser les Services définis dans le Descriptif des Services applicable ou si le Client demande à EY d'exécuter des travaux complémentaires.
29. Si EY doit, en vertu de la loi applicable, d'une procédure légale ou réglementaire, ou d'une autorité publique, témoigner ou produire des informations relatives aux Services ou au Contrat, le Client doit rembourser à EY le temps exposé et les frais engagés (y compris les frais raisonnables de conseils externes ou internes) pour répondre à cette demande, sauf si EY est partie à la procédure ou objet de l'enquête.

Force majeure

30. Aucune des parties ne sera responsable d'un manquement au Contrat (autre que les obligations de paiement) en cas de force majeure, telle que définie à l'article 1218 du Code civil. En cas de survenance de circonstances susceptibles de porter atteinte significativement à la sécurité, la sûreté ou la santé des collaborateurs d'EY, EY informera le Client des conséquences sur l'exécution du Contrat et, le cas échéant, de l'impossibilité pour EY d'en poursuivre l'exécution. Dans ce cas, EY n'encourra aucune responsabilité envers le Client de ce fait.

Durée et résiliation

31. Le Contrat s'applique à tous les Services quelle que soit la date de leur exécution (y compris avant la date du Contrat ou du Descriptif des Services applicable).
32. Le Contrat prendra fin à la date d'achèvement des Services.

Toutefois, EY pourra résilier le Contrat ou certains Services, dès notification écrite à l'attention du Client, si EY estime légitimement ne pas pouvoir poursuivre les Services en conformité avec la loi applicable et/ou ses obligations professionnelles.

33. Le Client devra régler à EY l'ensemble des travaux en cours, les Services déjà réalisés, et les frais qu'EY aura engagés jusqu'à la date d'effet de la résiliation ou jusqu'au terme du Contrat, ainsi que les frais de résiliation éventuels stipulés dans le Descriptif des Services applicable.

34. Les obligations de confidentialité respectives des parties définies au Contrat survivront pendant une durée de cinq (5) ans suivant la fin du Contrat. Toutes les autres stipulations du Contrat qui, par nature, ont vocation à s'appliquer au-delà de la fin du Contrat survivront à cette fin, quel qu'en soit le motif.

Loi et juridiction applicable

35. Le Contrat, et tout sujet ou obligation extra contractuelle découlant de celui-ci ou des Services, seront régis et interprétés selon le droit français.

En cas de difficulté rencontrée dans l'exécution des Services, les parties se rapprocheront pour déterminer ensemble la solution appropriée. En cas d'impossibilité de trouver un accord, le Client pourra revendiquer le bénéfice de l'article 1222 du Code civil sous réserve que la faute d'EY ait été reconnue par décision de justice exécutoire.

Tout différend relatif au Contrat ou aux Services sera soumis à la compétence exclusive du Tribunal Judiciaire de Paris, à qui chacune des parties attribue expressément compétence.

Divers

36. Le Contrat constitue l'intégralité de l'accord des parties concernant les Services et les autres sujets qu'il régit, et il remplace tous contrats, accords et déclarations antérieurs relativement aux présentes, y compris tous accords de confidentialité préalablement conclus.

Les documents composant le Contrat contiennent l'intégralité des stipulations contractuelles applicables entre le Client et EY, à l'exclusion de tout autre document. Les conditions générales d'achat du Client, bons de commandes et/ou tout autre document de même nature ne peuvent en aucun cas être opposés à EY.

Si EY conclut avec le Client plusieurs contrats ou descriptifs de services, ceux-ci seront divisibles les uns des autres.

37. Chacune des parties peut signer le Contrat, et ses modifications, par voie électronique et signer un exemplaire différent du même document. Toute modification du Contrat ou de tout Descriptif des Services devra être conjointement convenue par écrit.
38. Le Client accepte que EY et les autres Entités EY puissent, sous réserve de leurs obligations professionnelles, fournir des services à d'autres clients, y compris pour des concurrents du Client.

39. Aucune des parties ne peut céder l'un quelconque de ses droits, obligations ou actions en vertu du Contrat. Toutefois, le Client autorise EY à céder le Contrat à une autre Entité EY en France.

Cette cession n'affectera pas la continuité des Services et le Client sera réputé en avoir pris acte par la poursuite de l'exécution du Contrat.

40. Les dispositions de ce Contrat sont divisibles et indépendantes les unes des autres. Si un article de ce Contrat s'avérait être illégal, frappé de nullité ou inopposable, les autres dispositions demeureront pleinement en vigueur. En outre, si une partie d'un article ou une disposition est jugée illégale, frappée de nullité ou inopposable, cela n'affectera pas le reste de l'article ou les autres dispositions, à moins que l'application de cet article ou de ces dispositions sans cette partie ne soit devenue impossible.
41. Le Client reconnaît que les règles de la US Securities and Exchange Commission sur l'indépendance des auditeurs prévoient que, en présence de l'obligation d'indépendance de l'auditeur, certaines restrictions de confidentialité relatives à la structuration fiscale peuvent conduire l'auditeur à être considéré comme non indépendant ou nécessiter des divulgations fiscales spécifiques.

Par conséquent, seulement dans la mesure où les règles de la US Securities and Exchange Commission sur l'indépendance des auditeurs s'appliquent aux relations entre une Entité EY et le Client ou l'une quelconque de ses parties liées, en ce qui concerne les traitements fiscaux ou les structurations fiscales d'une quelconque opération objet des Services, le Client déclare qu'au mieux de sa connaissance, à la date du Contrat, ni le Client ni aucune entité de son groupe n'est convenu avec un autre conseil, par oral ou par écrit, de restreindre la faculté du Client de divulguer les traitements fiscaux ou les structurations fiscales. Par conséquent, le Client accepte la responsabilité de toute conséquence d'un tel accord.

42. Aucune des parties ne peut utiliser ou faire référence aux nom, logos ou marques de l'autre partie sans son consentement écrit préalable, étant entendu qu'EY peut utiliser le nom du Client pour l'identifier en tant que client. Cette citation pourra être accompagnée d'une description générique des Services.
43. Les dispositions du Contrat sont stipulées au bénéfice des autres Entités EY et de toutes les Personnes EY qui sont autorisées à s'en prévaloir.
44. EY garantit la régularité de la situation de son personnel au regard des articles L. 3243-1, L. 3243-2, L. 3243-4, L. 1221-10 à L. 1221-13, L. 1221-15 et R. 1221-1 du Code du travail. EY certifie en outre être en conformité avec les dispositions des articles L. 8221-1 et L. 8221-2 du Code du travail, relatifs à la lutte contre le travail dissimulé, ainsi qu'avec les dispositions du Livre II Titre II du Code du travail.
45. Les parties reconnaissent que les stipulations du Contrat, en ce compris les Conditions Générales d'Exécution des Services, ont été librement négociées et convenues entre les parties et, le cas échéant, ont fait l'objet des modifications qui figurent à la section « Dérogations aux Conditions Générales d'Exécution des Services » de l'Annexe A « Descriptif des Services ».